

*Initiatives ministérielles*

Le ministre des Finances aurait dû être franc et transparent avec la population québécoise et canadienne. Il devrait dire à tous les Québécois et Canadiens qu'en imposant de telles coupures aux provinces, il en est fini de notre système de santé tel qu'on l'a connu, puisque c'est bien de cela dont il est question.

J'en veux pour preuve les récentes déclarations du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales qui contredisent les témoignages solennels du ministre des Finances qui disait et je cite: «Les conditions prévues dans la loi canadienne seront maintenues par notre gouvernement. Il s'agit de principes fondamentaux.»

Comment le ministre des Finances peut-il encore imaginer et soutenir que le Québec et les provinces réussiront à maintenir les mêmes services de santé auprès de la population? Comment le Québec et les provinces réussiront-ils à appliquer les cinq principes de la Loi canadienne sur la santé que leur impose Ottawa alors que le ministre des Finances vient pelleter dans leur cour des milliards de dollars de déficit par voie de coupures dans les programmes sociaux?

Le ministre des Finances aurait dû faire preuve de courage et donner l'heure juste à ces concitoyennes et concitoyens en leur disant: «Malheureusement, compte tenu de nos erreurs passées, principalement à l'heure des budgets Chrétien et Lalonde, nous n'avons plus les moyens de maintenir notre système de santé tel que nous le connaissons.»

En lieu et place, le ministre des Finances se défile, plutôt que d'assumer ses responsabilités. Ce gouvernement se défile lorsqu'il refile son déficit au Québec et aux provinces. Ce gouvernement trompe la population lorsqu'il lui cache le naufrage qui guette les programmes de la santé au tournant du Budget.

Je vais conclure là-dessus. Ce Budget est tricheur envers la population puisqu'il lui cache bien des choses à venir. Il continue de creuser le fossé qui sépare les riches des pauvres de notre société et condamne à une fin certaine bon nombre d'éléments de nos programmes sociaux.

La population canadienne doit savoir ces choses. Tout particulièrement la population du Québec doit les connaître avant de porter son jugement définitif sur ce système fédéral qui, de toute évidence, ne réussit pas à solutionner ses problèmes et encore moins à se renouveler selon les attentes des Québécoises et des Québécois.

[Traduction]

**M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings, Lib.):** Monsieur le Président, je suis très heureux, cet après-midi, de pouvoir faire quelques observations au sujet du budget qui a été présenté cette semaine.

J'aimerais d'abord revenir sur mes déclarations à la presse de ma circonscription, le soir du dépôt du budget. Quand on m'a demandé quelle était ma réaction, j'ai répondu que j'étais excité, oui excité, car ce n'est pas le premier budget que je vois. Je n'ai certainement pas vu autant de budgets présentés dans cette enceinte que d'autres députés, mais c'est tout de même le septième.

Ce budget répond très clairement aux attentes et aux espoirs de la majorité des Canadiens. Ces derniers temps, à mes électeurs qui formulaient des suggestions au gouvernement, je disais que notre grand défi était de satisfaire aux besoins actuels avec trois objectifs en tête: équité, traitement égal pour tous et efficacité. Eh bien, je crois que nous avons satisfait ces critères.

Tout le monde le sait, il y a aujourd'hui deux nuages qui menacent le Canada. Il y a d'abord l'incertitude quant à l'avenir du Québec, mais je suis heureux de pouvoir assurer aux députés que la plupart des habitants de la circonscription de Prince Edward—Hastings peuvent proclamer: «Mon Canada inclut le Québec.»

Fort heureusement pour nous tous, de plus en plus de Québécois le constatent chaque jour. En effet, de plus en plus de Québécois prennent conscience que ce dont ce pays et tout le monde ont besoin, c'est d'un gouvernement central fort. En tant que Canadiens et qu'êtres humains, nous nous en tirons beaucoup mieux au sein de la grande famille qu'est le Canada.

Comme le ministre des Finances l'a fait observer, le deuxième nuage, c'est celui de la dette et du déficit. Je n'ai pas à en rappeler l'ampleur: une dette de plus de 500 milliards de dollars, un déficit de 42 milliards, l'an dernier, un intérêt sur la dette qui nous coûte 80 000 \$ la minute, pour ne parler que de cela.

Ces données suffisent pour comprendre l'importance du défi que nous avons à relever. Le Canada est placé devant un défi formidable, qu'il ne pourra relever qu'avec de la compétence, de la compassion, des réformes et de l'espoir. Le budget déposé lundi soir nous a fait franchir un grand pas dans cette direction.

Nous avons été honnêtes envers les Canadiens et leur avons dit qu'il restait encore beaucoup à faire. Le budget de lundi va aussi loin que nous le devons, sans risquer de désorganiser l'économie. On sait que l'économie canadienne affiche un taux de croissance qui est peut-être le plus élevé au monde et certainement le plus élevé des pays du G-7. Les choses ne vont peut-être pas aussi vite que nous le souhaiterions, mais la situation évolue et va dans la bonne direction.

Nous savions qu'on nous surveillait. La communauté internationale, les marchés financiers, les institutions financières nationales, le marché financier canadien, le monde des affaires et la population canadienne elle-même nous surveillaient.

Nous avons fait ce qu'il fallait faire. Ce n'était pas de gaieté de coeur et nous l'avons fait malgré nous. Il n'est pas facile d'annoncer qu'on va réduire l'emploi et qu'il faut procéder à des changements. Quand je dis que nous ne voulions pas le faire, ce n'est pas parce que cela n'était pas nécessaire. Il fallait le faire. Comme le premier ministre l'a dit si clairement et si souvent avant et après le dépôt du budget, nous l'avons fait parce que c'était nécessaire.

Cela me rappelle un conseil que j'avais donné au ministre des Finances avant la présentation du budget et qui reprenait le slogan d'une entreprise bien connue, Nike: «Faites-le». Eh bien! nous l'avons fait. Nous l'avons fait en effectuant des compressions de 7 \$ pour chaque dollar d'augmentation des recettes. Nous l'avons fait après avoir écouté les Canadiens au cours du